

Sassou-Nguesso contesté dans les urnes

Le président congolais est confronté à un large front d'opposition

BRAZZAVILLE - *envoyé spécial*

Le portrait de Denis Sassou-Nguesso, tiré sur une bâche géante, recouvre tout un pan de la façade d'un immeuble de béton blanc flamboyant neuf. Dix étages aux vitres fumées dressés sur les rives boueuses du majestueux fleuve Congo, dans le centre de Brazzaville. Entouré de hauts murs, l'entrée barrée d'une barrière électrique gardée par des vigiles sourcilieux, le quartier général de campagne du président de la république du Congo, candidat à sa succession, dimanche 20 mars, exhibe sa richesse, jouxtant hôtels de luxe, banques et ambassades.

Nulle agitation populaire autour du QG de celui qui promet pourtant de l'emporter dès le premier tour, face à huit autres candidats, dans ce pays de 4,4 millions d'habitants. « *Un penalty, c'est gagné* », répète-t-il durant ses meetings. « *C'est une forteresse assiégée* », lâche un haut fonctionnaire, d'un regard méprisant doublé d'un anonymat qu'il dit salutaire pour la suite de sa carrière. « *C'est un régime vieillissant qui s'est progressivement recroquevillé autour de la*

famille du président, de son clan du nord du pays et d'une classe de privilégiés qui ne veut rien lâcher de son pouvoir, et confisque les millions de dollars de revenus du pétrole et du bois », lâche, amer, cet ancien compagnon de route du Parti congolais du travail (PCT), la formation du président Sassou-Nguesso, ex-parti unique d'obédience marxiste-léniniste jusqu'à la fin de l'URSS.

A une demi-heure de voiture de là, bien après le rond-point du Centre culturel français qui marque une frontière invisible entre le sud et le nord de la ville, et c'est un autre monde. Nord-Sud, comme une cicatrice mal refermée. Comme si le pays n'avait que deux points cardinaux : les richesses au sud, le pouvoir au nord depuis que Denis Sassou-Nguesso a pris les rênes de l'Etat en 1979. Un antagonisme qui affleure toujours.

Au sud de la ville, donc, dans le quartier Fougère, passé les zones

rétives de Bacongo et Makélékélé, les derniers orages tropicaux ont transformé les rues terreuses en bourbier. L'électricité manque. En contrebas de la route se trouve le Dady's, un petit hôtel encore en construction où bat le cœur de la campagne de Guy-Brice Parfait Kolélas, l'une des fortes têtes de l'opposition. Des militants juchés sur des camions bennes y chantent bruyamment la gloire de leur champion. Tout a été fait à la va-vite, en courant après le calendrier électoral imposé par le candidat président.

En octobre 2015, celui-ci a fait adopter par référendum – boycotté par une majorité des électeurs – une nouvelle Constitution. Des manifestations d'opposants à ce projet avaient alors été durement réprimées par la police, pilier sécuritaire de ce régime qui peut également compter sur la garde présidentielle et une partie de l'armée. La population avait surtout retenu du nouveau texte qu'il permet à cet homme de 72 ans de briguer trois nouveaux mandats. Autrement dit, de rester au pouvoir jusqu'en 2031. Théoriquement.

Chute des cours du pétrole

Car ces jours-ci, ses opposants se prennent à rêver d'un départ précipité. Le président a convoqué une élection présidentielle anticipée. « *Il pensait prendre de court l'opposition et avoir fait le plus dur en imposant sa nouvelle Constitution. Il s'est probablement trompé* », analyse Etanislav Ngodi. Cet enseignant-chercheur à l'université publique Marien Ngouabi, la seule du Congo – qui produit surtout des chômeurs – juge ce scrutin comme le plus ouvert depuis l'indépendance, en 1960, de cette ancienne colonie française. « *Avec, nuance-t-il, la première élection pluraliste de 1992* ». Denis Sassou-Nguesso avait alors perdu face à Pascal Lissouba, qu'il renversa cinq ans plus tard lors d'une guerre civile meurtrière dont il agite encore le spectre pour convaincre les électeurs de voter pour lui.

Le souvenir du conflit demeure traumatisant mais l'affrontement est ailleurs, sur le terrain politique et social, dans ce pays régi par une économie de rente frappée par la chute des cours du pétrole. Le président promet bien « *de diversifier l'économie et de répondre à la demande sociale* », comme l'explique l'un de ses chefs de campagne, Thierry Moungalla. « *On n'y croit plus*, objecte Vivien Manangou, porte-parole de Guy-Brice Parfait Kolélas. *Quelques infrastructures, 3 000 kilomètres de route, c'est un maigre bilan après tant d'années.* »

Denis Sassou-Nguesso a ainsi vu se dresser contre lui un front élargi, qui ne se résume plus à ses opposants traditionnels, progressivement laminés par la machine du pouvoir. Des transfuges du régime, qui ont ouvertement contesté la modification de la Constitution, reprennent le slogan « *Sassoufit* » au sein de la coalition IDC-Frocad.

L'un d'eux, et non des moindres, s'appelle Jean-Marie Michel Mokoko, dit « *J3M* ». Cet ancien chef d'état-major, tout comme les anciens ministres Guy-Brice Parfait Kolélas ou André Okombi Salissa, ont drainé les foules tout au long de leur campagne. Connaisseurs du système, ils disposent chacun d'implantations régionales complémentaires.

« *Sassou n'a même plus le monopole de son fief nordiste où chasse aussi le général Mokoko. Mathématiquement, il ne peut pas gagner au premier tour comme il le fit en 2002 et en 2007* », explique Etanislav Ngodi.

Forte de cette conviction, l'opposition dénonce par avance une fraude électorale organisée permettant au chef de l'Etat de passer en force dès le premier tour. Elle rappelle que l'Union européenne a refusé d'envoyer des observateurs, considérant que les conditions d'un scrutin libre et transparent n'étaient pas réunies. Et beaucoup redoutent que l'issue de ce vote ne se joue finalement dans la rue, ravivant le spectre de violences passées. ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT